

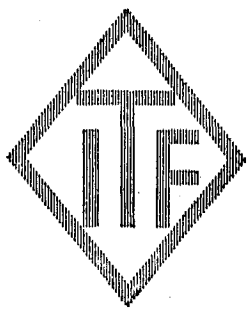


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST

N°6  
7ème année

Amsterdam, le 18 mars 1939.



Travaux forcés à per- (I.T.F.) Depuis le 14 février 1939, tous  
petuiter. les habitants du Reich allemand--e-  
galemeut des étrangers et des sans-  
nationalité--peuvent être astreints par les Offices de pla-  
cement à faire du travail forcé. Alors que depuis le 1er  
juillet 1938, une mesure de ce genre était en vigueur pour  
les ressortissants allemands, elle a maintenant été considé-  
rablement étendue. Hommes, femmes, vieillards, enfants, peu-

vent à présent être envoyés au travail forcé pendant une période illimi-  
tée et non pas comme jusqu'ici "pendant un laps de temps déterminé". Per-  
sonne n'a plus le droit d'exiger une visite médicale pour constater si  
physiquement, il est en mesure de fournir le travail imposé; les secrétaires  
nazis dans les Offices de placement peuvent envoyer quiconque leur  
semble à eux, en bonne santé, faire le travail qui bon leur semble. Tou-  
tes les dispositions des lois de protection ouvrière peuvent être abrogées  
lorsqu'il s'agit du travail forcé. Jusqu'ici les déportés avaient encore  
le droit d'être entendus avant leur départ; certes l'Office de placement  
n'avait pas l'obligation de tenir compte de leurs demandes mais dans  
bien des cas il leur était possible d'obtenir certaines atténuations. A  
présent sous le prétexte qu'on ne peut pas "compromettre l'affluence en  
temps voulu de la main-d'oeuvre nécessaire", l'Office de placement n'a mé-  
me plus besoin d'entendre ceux qui sont condamnés à aller faire du tra-  
vail forcé.

La promesse solennelle, donnée en juin 1938 par le Directoire  
du plan quadriennal de Göring, que l'envoi aux travaux forcés ne pourrait  
entraîner aucun avilissement de la situation économique du déporté, a été  
abrogée. Jusqu'ici déjà, on ne la respectait pas, mais à présent il  
a été clairement stipulé: "Aucune compensation d'une diminution éventuel-  
le du revenu n'aura lieu". Les cheminots, postiers et fonctionnaires  
transférés dans la région sudète n'ont plus aucun droit à un supplément  
de traitement; des ouvriers et employés adultes, spécialisés peuvent être  
occupés comme ouvriers auxiliaires ou garçons de course et rétribués  
en conséquence.

Les familles de ceux qu'on déporte ne reçoivent plus doréna-  
vant des secours que lorsqu'on ne peut pas leur imposer du travail. Selon  
les méthodes coutumières dans l'Allemagne actuelle, les mères peuvent  
être contraintes de placer leurs enfants dans une garderie ou ailleurs  
et les Offices de placement peuvent même, pour économiser des secours,  
retirer de l'école des enfants de déportés et les placer dans un emploi...  
Contre les familles des éléments suspects au point de vue politique ou

religieuses ces dispositions sont pratiquées avec une extrême rigueur. Ceux qui sont appelés à faire du travail forcé pendant un temps limité sont comme auparavant, libérés par leur employeur à titre de "prêt"; ils doivent, si l'employeur l'exige retourner, après leur service, à leur ancien emploi mais ils n'ont--les expériences des derniers mois l'ont démontré--aucune garantie que l'ancien emploi leur sera gardé. Les Offices de placement ont presque toujours jusqu'ici permis aux employeurs de refuser la réintégration de travailleurs déportés.

Ce que toutefois, il y a de plus grave, c'est l'introduction générale des travaux forcés sans limitation de durée.

Pratiquement cette forme existe en Allemagne depuis le début de la dictature. Des dizaines de milliers d'Allemands travaillent depuis mars 1933 comme forçats dans les camps de concentration. Depuis l'été 1933 des milliers casernés dans des baraquements de l'est et du nord-ouest d'Allemagne, sont affectés à des travaux d'intérêt stratégique. La majorité de ces ouvriers n'ont, depuis le début, pu quitter le baraquement que pour de courts congés. Il y a avec cela, les "camps pénitentiaires" d'où les ouvriers n'ont guère la perspective de jamais sortir. La Gestapo a imposé à des centaines d'adversaires du régime le devoir de ne chercher du travail qu'à des endroits déterminés. Jusqu'ici on n'a envoyé aux travaux forcés pour une durée illimitée que, des ouvriers, des employés et des adversaires de la dictature, mais à présent la chose menace aussi les éléments a-politiques, et même les Nazis de toutes professions, également des fonctionnaires ou ceux exerçant une profession libérale. Ils peuvent être contraints à se contenter, dans un autre métier, d'un revenu bien moindre, sans aucun droit à une compensation, de sorte que personne ne peut plus se protéger, soi et les siens, contre une pauperisation.

Ces dispositions plus rigoureuses relatives au travail forcé ont donné lieu à une vive inquiétude en Allemagne. On se rappelle que la première ordonnance à ce sujet avait été édictée fin juin 1938, quatre semaines après le début de la mobilisation contre la Tchécoslovaquie et quatre mois avant la crise de septembre. On ne sait pas si les nouvelles décisions aggravées doivent servir la préparation d'une nouvelle mobilisation générale ou bien ne sont qu'une nouvelle tentative de grande envergure de déprimer le niveau général des salaires.

Les ministres affirment encore que ces dispositions sur le travail forcé ne seront que dans des cas exceptionnels mises en pratique mais les journaux constatent imperturbables; "probablement, le développement des choses aboutira pour finir à une généralisation" (Kölnische Zeitung, 16 février); en d'autres mots, probablement la grande majorité des ouvriers allemands feront désormais du travail forcé. Le développement du contrat du travail jusqu'à l'esclavage, a abouti en Allemagne à sa conclusion.

(Pour les rédactions: Voir entre autres les numéros du 9 juillet, 17 septembre et 15 octobre 1938 et 7 janvier et 4 mars 1939)

## Le réarmement à outrance compromet une résistance de l'Allemagne en cas de guerre.

### I.

#### Le surmenage porte atteinte à la santé et au rendement des travailleurs des industries de guerre.

Des Nazis doivent lancer (I.T.F.) afin de pouvoir accélérer encore davantage les fébriles préparatifs de guerre, des avertissements! Les Nazis ont prolongé sans aucun égard les heures de travail dans les établissements industriels et de transports pouvant être considérés comme d'un intérêt vital en temps de guerre. Les conséquences de cette politique se font sentir et des Nazis se voient même obligés de lancer un avertissement.

Le degré de morbidité augmente Le périodique "Soziale Praxis" qui paraît sous la rédaction de deux sous-secrétaires d'Etat nazis, écrit: "A l'heure qu'il est, la journée de 8 heures est dépassée de beaucoup dans bien des industries allemandes. Encore, ces heures de travail prolongées ne sont-elles pas uniquement exigées d'hommes jeunes et bienportants, mais aussi de personnels dont la possibilité de rendement se trouve réduite, à la suite de l'appel des hommes en pleine force au service militaire et au service du travail et de leur remplacement

par des éléments précédemment en chômage, moins résistants et moins routinés ainsi que par des femmes. Lorsque la prolongation des heures de travail vient s'ajouter à l'intensification du rythme, cela signifie une double aggravation que, à la longue, les éléments plus faibles et plus âgés au moins ne sont pas en mesure de supporter. L'augmentation du chiffre des malades que nous constatons depuis 1936, doit nous inciter à la prudence".

L'Office social du Front allemand du travail publie dans les Cahiers mensuels de politique sociale, un avertissement encore plus grave:

La résistance militaire est compromise. Nous tenons à attirer l'attention sur le fait que par une prolongation des heures de travail, nous allons dans une certaine mesure à l'encontre de nos desseins militaires. A quoi cela nous servirait-il en effet si nous nous renforçons militairement mais compromettons en même temps la force de résistance militaire des hommes à tel point que le jour pourrait venir où nous ne pourrions plus disposer de contingents de recrues en bonne santé? Les armes modernes, notamment l'arme aérienne exigent une santé excellente et des nerfs à toute épreuve".....

Le rendement baisse. "La baisse souvent rapide du rendement est la conséquence du surmenage permanent de l'organisme qui n'est plus en état de reconstituer l'énergie consommée pendant les périodes de repos devenues trop brèves; c'est ainsi que le corps se trouve graduellement dans un état de fatigue permanente qui peut conduire à l'épuisement, à un effondrement et en tout cas à une usure des forces avant l'âge."

( Pour les rédactions: "Soziale Praxis" du 1er mars 1939, "Monatshefte für NS-Sozialpolitik", du 25 février 1939.)

## II

Le surmenage des paysans et ouvriers agricoles compromet le ravitaillement de l'Allemagne.

La désertion des campagnes. (I.T.F.) Dans les villages allemands et dans les propriétés de campagne, la main-d'oeuvre fait défaut. Près de trois levées ont été incorporées depuis 1933 dans l'armée nazie ainsi que dans les services du travail. La majeure partie des ouvriers agricoles libérés des services ne rentrent plus au village, mais trouvent du travail dans les industries de guerre. Entre 1933 et 1938, 165.000 ouvriers agricoles (en dehors des recrues) ont quitté les villages et le nombre des enfants de paysans est encore plus grand. Le Wurtemberg, la province agricole "modèle" d'Allemagne, a fourni, de 1933 à 1938, (suivant les constatations dans le dernier rapport annuel de la Chambre Economique de Stuttgart) à l'industrie 30.000 sur un total de 55.000 ouvriers agricoles, et en même temps quelque 56.000 fils et filles de familles paysannes!

Bien des ouvriers agricoles désertent la campagne parce que leurs conditions de logement sont entièrement insuffisantes--ainsi constate l'Office social du Front allemand du travail (dans son rapport annuel sur 1937)--et d'autre part, parce que les paysans, faute d'argent comptant, ne leur donnent du travail que lors du labourage des champs et à l'époque de la moisson. "Il est évident cependant que l'ouvrier agricole ne désire pas être en chômage la majeure partie de l'année et que par conséquent il s'efforce de trouver un autre emploi". Avant tout la question de la rétribution ne doit pas être perdue de vue. L'ouvrier agricole n'est disposé à travailler à raison d'un salaire bien plus bas que ceux touchés par les citoyens occupés dans l'industrie que si, en compensation de ce sacrifice, on lui accorde un lopin de terre". Toutefois le colönage dans les campagnes a sensiblement diminué depuis la domination hitlérienne.

Les fils et filles de paysans ne voient plus aucun avenir au village depuis la mise en vigueur de la loi sur la propriété rurale héréditaire. S'ils désirent ménager les gros propriétaires fonciers, les Nazis ne peuvent pas en même temps mener une politique en faveur des paysans. Vu que par conséquent ils ne peuvent pas trouver un point d'appui dans les villages, ils tâchent de diviser la population rurale et d'opposer les cadets aux fils aînés des paysans. 700.000 fermes ont été déclarées fermes héréditaires et doivent par conséquent passer sans partage du père au fils aîné. Les frères et soeurs ne reçoivent rien. Rarement, on leur accorde un contrat de colönage. Le nombre des contrats de colönage

a passé de 35.367, total des 5 années dernières années de la République à 18.843, total des cinq premières années de la dictature. Depuis 1932 l'armée a confisqué 650.000 hectares de terres c'est pourquoi une grande partie des jeunes paysans se casent dans l'industrie.

La désertion des campagnes des ouvriers agricoles et des fils de paysans menace de faire échouer la "bataille de la production". Par cette bataille de la production, les Nazis désiraient rendre le ravitaillement de l'Allemagne indépendant de l'étranger et garantir par conséquent l'alimentation populaire dans l'éventualité d'une guerre. Ils n'y ont pas réussi. Malgré les restrictions opérées au moyen du rationnement et de l'abaissement des qualités, l'agriculture allemande n'arrive qu'à satisfaire le 80% des besoins du pays, toujours pas davantage qu'en 1914. Et à présent, le départ de la main-d'oeuvre campagnarde compromet encore les résultats acquis.

Le manque de main-d'oeuvre crée un surcroît de travail pour ceux qui restent et met bien des paysans dans l'impossibilité de faire face aux travaux. Lors de la "Journée du paysan allemand" en novembre 1938, des paysans ont mis en garde contre les conséquences de la désertion des campagnes mais ces avertissements n'ont pas immédiatement pu être publiés. Ce n'est que quatre mois plus tard que cet échec de la politique agraire nazie est rendu public car, ainsi que l'écrit le "Völkischer Beobachter", le 9 mars: "on ne remédie pas à un état de détresse en l'ignorant".

#### Les conséquences de l'exode des campagnes.

Un certain Behrens, le président de la Corporation de l'Alimentation a, dans un discours, fait lors de la dernière "Journée du paysan allemand" dépeint les conséquences de cette exode des campagnes: l'excès de travail contraint les paysans à abattre leur bétail ou à le vendre. "Celui qui va dans nos villages constate quelles sont dans presque chaque ferme les conséquences de l'insuffisance de la main-d'oeuvre. J'ai par exemple devant moi un rapport du district du Mecklembourg. Dans de nombreuses fermes de cet unique district, le bétail a déjà en partie été réduit jusqu'à la moitié - partout uniquement en raison du manque de main-d'oeuvre.....Il en est de même presque partout."

#### Fausse couche et recul de la natalité.

Des renseignements dans le genre de ceux qui suivent s'accroissent aussi en nombre effrayant: village H, arrondissement W. paysan M, pas de personnel de ferme, femme en fausse couche. - Village St., paysan Schl., femme surmenée, fausse couche; ou encore village N. paysan S. capable, travailleur, mais en raison d'un surmenage excessif de la femme, deux enfants seulement, attendu que, comme S. l'indique, il n'y a pas de temps pour les enfants, - Village St. paysan K. travailleur capable, marié depuis plusieurs années, pas d'enfants à cause du surmenage de la fermière. "Les choses se présentent de la même façon pour les femmes des ouvriers agricoles.

Jeunesse malade. Chez la jeunesse des campagnes on constate aussi dans une mesure de plus en plus grande, des troubles dans l'état de santé. Dans l'Etat de Saxe on dut renvoyer pour raisons de santé 680 des 1.388 postulants pour faire partie des S.S. (les Schutz-Staffel à uniforme noir). Dans une école agricole du même Etat, un examen médical a permis d'établir que sur 66 élèves, l'état physique de 7 élèves seulement ne laissait rien à désirer et 4 de ces 7 élèves venaient de la ville. Tous les autres 59 accusaient des déformations de la colonne vertébrale ou de la cage thoracique, des pieds plats et d'autres infirmités dues à un surmenage." L'insensée politique de réarmement des Nazis ruine la santé des paysans et travailleurs agricoles et compromet le ravitaillement.

(Pour les redactions: Les textes reproduits ont été empruntés au "Völkischer Beobachter", du 9 mars 1938. Voir pour les mesures prises par les Nazis contre la désertion des campagnes entre autres le N° de "Fascismo" du 4 mars 1939. Le "Völkischer Beobachter" donne un chiffre de 800.000 comme le nombre des travailleurs agricoles ayant depuis 1933 abandonné les travaux des champs. Ce chiffre qui est de nature à induire en erreur a été reproduit entre autres par le "Times" de Londres. Il comprend - ainsi que l'indiquait avec correction le "Völkischer Beobachter" du 28 novembre -- outre les 165.000 travailleurs agricoles ayant depuis 1933 abandonné les travaux des champs pour s'occuper ailleurs, les quelque 230.000 qui ont, à un moment quelconque, depuis leur 14ème année, été ouvrier agricole, ainsi qu'un nombre évalué des naissances qui auraient eu lieu sans les conséquences de la guerre et le chiffre des fils et filles de ruraux ayant déserté le village.)

"C'est une punition que d'être (I.T.F.) Le grand hebdomadaire nazi: "Das  
ouvrier agricole!"----- Schwarze Korps" publie (dans son numéro  
caractéristique, une lettre d'une femme de sympathies nationales-socialistes, épouse d'un ouvrier agricole allemand. La lettre qui décrit l'état d'esprit et la situation parmi les travailleurs agricoles du district en cause est reproduite par le journal sans commentaire.

Les propriétaires fonciers font (I.T.F.) "Il y a 6 ans"--- ainsi la correspondante  
ce qu'ils veulent. te ---"je suis partie au village pleine  
d'idéalisme, le travail me souriait et j'avais bien l'intention de prouver qu'on peut se tirer d'affaire avec peu et que, comme ouvrier agricole aussi, il y a moyen de s'embellir la vie.... Pendant ce laps de temps ( depuis 1933) j'ai pu faire bien des observations et rassembler des expériences... Toujours à nouveau on entend: 'Nous, on n'est que des laboureurs, de nous le seigneur peut faire ce qu'il veut'...."

L'ouvrier est lié à la terre (I.T.F.) Notre nationale-socialiste déçue ne peut  
pas donner tort à ceux qui se plaignent. Elle parle des conditions de logement dans le domaine: "l'espace où doit vent se tenir et dormir les valets est un trou qu'il serait impossible de décrire"; elle mentionne le maigre salaire à peine suffisant pour se nourrir. "Lorsqu'il nous faut des vêtements, des chaussures, du linge, nous sommes là et voudrions bien, mais nous ne pouvons pas.... Souvent nous entendons dire à présent que c'est une punition que d'être ouvrier agricole; les offices de placement ne laissent plus partir personne, on est en quelque sorte lié à la terre."

Journée de 16 heures dans les (I.T.F.) L'organe des boulangers et pa-  
boulangeries allemandes..... tissiers allemands publie (le 4 février)  
une lettre caractéristique d'un boulanger d'une petite ville de province: " Nous travaillons tous les jours 16 heures <sup>avec</sup> une attention soutenue et vers la fin de la semaine cela fait parfois même 20 heures". Les compagnons et les apprentis doivent souvent faire des journées encore plus longues. Les lois de protection ouvrière n'existent plus en Allemagne que sur le papier.

.....En Italie ce n'est guère (I.T.F.) "Il Lavoro Fascista", le quo-  
mieux.----- tidien des organisations ouvrières ita-  
liennes, écrit, dans son numéro du 17 février 1939, que certaines boulangeries italiennes ont recours "à des violations systématiques des conventions du travail, à des compressions de la main-d'œuvre, à la substitution d'ouvriers mineurs (peu payés) aux adultes spécialistes", méthodes pratiquées "au préjudice manifeste des boulangers aussi bien que des consommateurs". Le journal fasciste excuse les boulangers. Les prix maxima fixés pour la vente du pain et la hausse des prix de la farine que pour subsister, ils ne sauraient guère agir autrement. font

Seulement 2.000 sur un million! (I.T.F.) Sur un million d'Italiens ré-  
sidant en France, 2.000 environ seule-ment sont rentrés en Italie malgré la promesse de Rome de payer le voyage. Les consulats italiens ont dû exercer une pression sur bien des membres des groupements fascistes en France pour être à même de constituer même ces petits convois. C'est avec satisfaction que les travailleurs antifascistes italiens ont vu partir ces fascistes.

Transports de munitions à destina- (I.T.F.) Depuis quelque temps des che-  
tion de l'Italie.----- minots allemands observent des trans-  
ports de munition à destination de l'Italie. En février ces transports auraient sensiblement augmenté.

Situation chaotique dans les che- (I.T.F.) Voici ce qu'écrivent des  
mins de fer allemands.----- cheminots allemands: " Les retards  
continuent chez nous à être à l'ordre du jour. Toujours encore, on se sert de locomotives et de voitures surannées réparées seulement de manière insuffisante. La superstructure se trouve dans un état déplorable. La Reichsbahn ne peut pas faire grand chose pour y remédier car elle ne peut disposer que de quantités insuffisantes de fer, d'acier et de bois. Et l'infrastructure? Lorsqu'on circule avec un train de marchandises à 40 km. à l'heure, il faut compter sur un accident quelconque. Dans les courbes nous devons ralentir à

l'excès si nous ne voulons pas être bloqués à un moment donné. Le ballast fait presque entièrement défaut. Lorsqu'un train passe, les ouvriers de la voie doivent s'éloigner pour éviter d'être blessés par les pierres projetées. En se rendant au service on peut compter que rien ne se passera suivant l'horaire. Le départ déjà a lieu avec du retard. À peine a-t-on passé quelques gares que rien ne va plus. Un essieu est cassé ou bien une roue ou un attelage, ou encore un échauffement est la cause de l'arrêt. Les bris d'attelage se produisent le plus fréquemment. Les trains de marchandises sont à tel point surchargés, que les attelages de mauvaise qualité se brisent. On ne peut pas se fier aux machines. Tout est fait avec du matériel de remplacement, mais ce qu'il y a de pire, ce sont les mauvais lubrifiants...."

### Les militaires confisquent des trains.

....."Malgré tout l'horaire ne serait pas perturbé au point où il l'est, si ce n'était que les commandements militaires des lignes ont confisqué tant de matériel roulant au profit des transports de troupes, de munitions et de matériaux (pour la construction de fortifications et de casernes). Les transports militaires de toute nature ont la priorité. Il peut se produire en cours de route que des tronçons entiers doivent être évacués et toutes les voies de dépassement sont alors embouteillées. Les chefs du mouvement n'ont plus rien à dire. L'horaire est entièrement établi par le commandement militaire. Il se produit qu'un train soit prêt à partir et qu'à la dernière minute on le confisque. Récemment, lorsque je voulus prendre la conduite de mon train, on s'en est emparé sur l'instruction du commandement. Une équipe de réserve a dû se charger de mon train qui a été dirigé ailleurs; le chef de train de l'équipe de réserve ne savait même pas vers où. Ce conflit de compétences entraîne une perturbation complète du service. Lorsqu'un chef de mouvement se réclame des règlements, il est rabroué par les officiers du commandement militaire et si la chose se répète, on lui offre un petit séjour au camp de concentration...."

### "Service selon le règlement"

"Cette situation chaotique ne permet plus naturellement de services réguliers. On travaille à contre-cœur et les chefs du mouvement n'ont peut-être pas tort lorsqu'ils prétendent que plus d'un retard aurait pu être évité si on avait travaillé un peu plus vite. Seulement ils n'ont qu'à le prouver. Le "travail selon le règlement" ne peut pourtant pas être puni. Les bureaux des chefs de mouvement connaissent tous les jours des scènes mouvementées."

### Pas de fer pour les chemins de fer.

(I.T.#.) Le manque de wagons à la Reichsbahn est encore pire qu'il n'avait tout d'abord été supposé. L'Institut pour l'Étude des conjonctures évalue le trop peu de wagons disponibles à 110.000, sans compter les besoins de l'Autriche et des régions sudètes. La Reichsbahn devrait donc, pour être à même de faire face quelque peu au trafic, commander dans les années à venir quelque 25.000 wagons par an, ce qui serait d'ailleurs---ainsi que le constate le Frankfurter Zeitung du 5 mars 1939---"plutôt trop peu que trop, vu les catastrophes qui se sont produites dans le deuxième semestre 1938". Pour 1939 toutefois la Reichsbahn n'a pu commander que les 2/5 des 25.000 wagons si impérieusement nécessaires; encore ces 10.000 wagons ne peuvent-ils même pas lui être livrés dans le délai fixé car "les fabriques de wagons ont, de même que celles de construction de locomotives, de gros retards dans l'exécution des commandes passées par la Reichsbahn" attendu qu'elles ne peuvent pas disposer en temps voulu des quantités nécessaires des différentes sortes de fer et d'acier. "Les parties accessoires (par exemple des freins) que la Reichsbahn doit procurer aux fabriques de wagons pour l'exécution de ses commandes, se font toutefois aussi attendre" (faute de fer). "C'est pourquoi les fabriques de wagons doivent laisser reposer les commandes de la Reichsbahn et se charger de commandes pour les armements vu qu'à cet effet, il leur est plus facile d'obtenir le fer voulu. On peut donc dire que dans les premiers temps à venir, il ne sera pas remédié aux difficultés que la Reichsbahn éprouve pour faire face au trafic. Le personnel roulant et le personnel des manoeuvres continueront à être surchargés de travail. le travail du dimanche est maintenant dans les gares de marchandises."

Il n'est pas possible de déterminer si la dictature nazie continue pour le moment à laisser à l'abandon la Reichsbahn parce qu'elle recule devant une guerre ou bien si elle ne compte qu'avec une guerre par surprise, dans laquelle les transports par fer n'occuperaient pas une place de premier plan.

Réductions de salaires (I.T.F.) Un policier viennois ayant 20 années de service touche à présent 60 marks de moins par mois qu'auparavant, un contre-maitre dans la Centrale électrique de Vienne 21 marks de moins. Certaines catégories du personnel enseignant ont obtenu une majoration de 67 pfennigs par mois mais on leur a retiré la carte de libre parcours sur le réseau des transports en commun. Les huissiers municipaux ont bénéficié d'une augmentation de 40 pfennigs par mois mais on les a privés du droit de recevoir gratuitement deux tuniques d'uniforme par an (---ainsi annoncent les nouvelles sur l'Autriche passaissant dans le "Sozialistischer Kampf").

Les Nazis nous ont roulés! (I.T.F.) "Arbeit und Staat" l'organe mensuel du Front allemand du Travail pour la propagande parmi les travailleurs des transports et ouvriers des services publics, publie une conversation entre deux ouvriers dans une entreprise allemande:

L'ouvrier Karl est furieux. --"Qu'est-ce qui se passe K?" lui demande son ami Emile. K. plonge la main dans sa poche et en retire un papier; -- "Regarde, mon bordereau de paye; retenue pour impôt de capitation!" -- "Eh bien quoi?" -- "Rappelle-toi l'époque avant 1933, alors dans les réunions du parti national-socialiste on invectivait contre cet impôt que nous appelions "impôt des Nègres", t'en rappelles-tu?" -- "Certes, mais entretemps...." -- "C'est cela, entretemps cet "impôt des Nègres" a été introduit pour ainsi dire dans toutes les municipalités allemandes". -- "C'est vrai". -- "C'est justement de cela qu'il s'agit! Autrefois ils ont protesté contre l'impôt et ont dit qu'il était injuste et à présent qu'ils sont au pouvoir, non seulement ils ne l'abolissent pas, mais encore ils l'étendent. Appelles-tu cela de la justice?" ("Arbeit und Staat" janvier 1939).

Le 1er janvier 1939, l'impôt de capitation a été introduit dans toutes les municipalités d'Autriche et des régions sudètes. Dans la majorité des municipalités allemandes, les ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans et petits commerçants dont le revenu annuel n'excède pas 4.500 marks doivent payer 63 marks d'impôts de capitation.

N°4

#### LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Travaux forcés dans la navigation (I.T.F.) Dans son numéro du 11 mars, maritime allemande.----- "Hansa", l'organe des armateurs allemands annonce avec triomphe que le ministre du Travail a donné l'instruction aux offices de placement de prévenir les désertions des marins de la profession maritime. "Les offices de placement sont tenus d'appliquer, en tenant compte des cas individuels, les ordonnances sur le travail obligatoire à tous ceux qui ont quitté la navigation maritime ou qui auraient l'intention de le faire..... La liberté de mouvement au sein même de la navigation maritime n'en ressentira aucune entrave."

Ceci signifie qu'aucun marin allemand n'aura plus la possibilité d'accepter à terre un travail mieux rétribué, si l'armateur ne le libère pas de son engagement. S'il quitte son emploi contre la volonté de l'armateur ou de l'office de placement, cet office peut le contraindre à s'enrôler à bord d'un navire d'une société d'armement payant des salaires encore moins favorables. Tous les marins allemands, qu'ils appartiennent aux états-majors ou aux catégories subalternes, qui ont dans le courant des années trouvé à terre une occupation mieux rémunérée, risquent donc d'être renvoyés par la force, à bord d'un navire. Ils ne peuvent dans ce cas faire valoir aucun titre à toucher une solde correspondant à leur revenu actuel.

C'est du travail forcé que de naviguer à bord d'un navire allemand!

(Pour les rédactions: On trouvera dans le premier article du présent numéro plusieurs détails sur la récente ordonnance relative au travail forcé en Allemagne.)

Voir pour les notices relatives aux cheminots allemands, pages 39 et 40 du présent numéro.